

La semaine du CAC 40 + 3,44 %

Lundi : 4 226,10

 + 0,56 %

Mardi : 4 262,38

 + 0,86 %

Mercredi : 4 266,19

 + 0,09 %

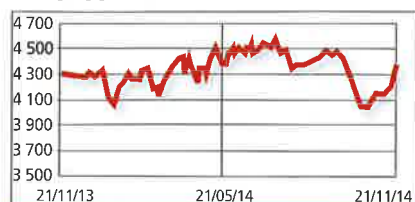
Jeudi : 4 234,21

 - 0,75 %

Vendredi : 4 347,23

 + 2,67 %

CAC 40



Capitalisation : 1 136 765 MEUR

Clôture : 4 347,23 points

Variation hebdo : + 3,44 %

Variation 52 sem. : + 0,76 %

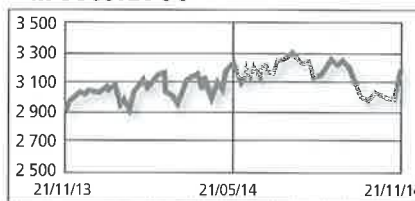
Plus haut sur 1 an : 4 598,65

Plus bas sur 1 an : 3 789,11

3 meilleures performances*

Valeurs (en euros)	Clôture	Var. hebdo	Var. 1 an	+ haut	+ bas
Accor	35,4	3,81%	5,62%	39,575	28,865
Alcatel-Lucent	2,592	3,14%	-9,59%	3,447	1,777
Veolia Environn.	14,135	2,99%	20,47%	14,845	10,54

Eurostoxx 50



Capitalisation : 2 293 916 MEUR

Clôture : 3 194,22 points

Variation hebdo : + 4,39 %

Variation 52 sem. : + 1,51 %

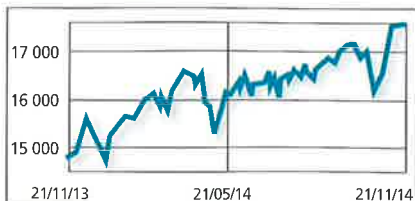
Plus haut sur 1 an : 3 325,50

Plus bas sur 1 an : 2 789,63

3 meilleures performances*

Valeurs (en euros)	Clôture	Var. hebdo	Var. 1 an	+ haut	+ bas
CRH PLC	17,76	4,47%	-4,90%	21,86	15,25
Unicredit	5,42	4,09%	3,60%	6,885	5,005
Deutsche Telekom	13	3,88%	19,82%	13	10,06

Dow Jones*



Capitalisation : 5 036 635 M\$

Clôture : 17 685,73 points

Variation hebdo* : + 0,19 %

Variation 52 sem. : + 10,47 %

Plus haut sur 1 an : 17 735,71

Plus bas sur 1 an : 15 340,69

3 meilleures performances*

Valeurs (en euros)	Clôture	Var. hebdo	Var. 1 an	+ haut	+ bas
Intel	35,95	5,89%	50,61%	35,965	234
Coca-Cola Co	44,25	3,56%	9,45%	44,863	36,89
Boeing Co	131,7	2,20%	-3,14%	144,57	116,33

* Chiffres relevés jeudi à la clôture.

IMMOBILIER - Une fiscalité stagnante en 2014

En 2014, la fiscalité de l'immobilier pour les entreprises est restée stable en France, selon le baromètre annuel d'Alma Consulting Group. En effet, alors que les bases d'imposition n'ont augmenté que de 0,9 % sur un an, les taux applicables votés par les collectivités locales n'ont pas évolué dans la grande majorité des 46 grandes villes examinées dans le baromètre. Toutefois, cette situation n'est pas amenée à perdurer, car les dotations de l'Etat aux collectivités locales devraient diminuer de 11 milliards d'euros de 2015 à 2017. Actuellement, le coût fiscal immobilier annuel moyen pour un immeuble de bureaux de 2 100 mètres carrés est de 77 000 euros en région, et de 153 000 euros à Paris.

RECOUVREMENT - Les entreprises toujours préoccupées par les retards de paiement



Cette année encore, les entreprises françaises souffrent des retards de paiement de leurs clients, selon le dernier baromètre du cabinet ARC/IPSOS. Si le délai de retard moyen s'est stabilisé à 10 jours pour les clients PME (contre 10,4 jours en 2013) et à 8,2 jours pour les clients grands comptes (7,3 jours un an plus tôt), 30 % des sociétés estiment en effet que la situation empire. Par exemple, 63 % des PME ont enregistré des retards de 1 à 10 jours en 2014, contre 59 % un an plus tôt. Une situation qui serait notamment liée aux difficultés d'accès au financement. «Le problème vient des réglementations comme Bâle III entraînant des contraintes pour les banques, estime Denis le Bossé, président du Cabinet ARC. Ces dernières accordent donc moins de crédits de trésorerie et autorisent moins de découverts.» Afin de faire face à leurs engagements, 28 % des entreprises (contre 36 % en 2013) ont recours au découvert bancaire et 27 % à l'allongement des délais de paiement fournisseurs. Une seconde pratique que les PME concèdent le plus souvent contre leur gré. En effet, selon le baromètre, 81 % d'entre elles sont réticentes à relancer un grand compte, principalement par crainte de perdre un marché.

PAYS ÉMERGENTS - S&P confiante sur la santé des secteurs bancaires

Les directions financières des groupes présents dans les économies émergentes peuvent être rassurées quant à la solidité de leurs contreparties bancaires locales. Dans une étude publiée mercredi dernier, Standard & Poor's dresse en effet un état des lieux plutôt positif. Qu'il s'agisse des banques chinoises, indiennes, mexicaines, sud-africaines ou turques, l'agence considère que les bonnes conditions économiques domestiques devraient suffire à stabiliser les revenus en 2015, voire à les faire croître. Deux pays font toutefois l'objet d'une attention particulière. Au Brésil, sous l'effet notamment du ralentissement du PIB, qui pénalise la rentabilité des établissements, et de l'incertitude quant à la politique qui sera



mise en place, les mouvements de capitaux à destination des banques domestiques pourraient connaître une forte volatilité. Néanmoins, S&P estime que la faible dépendance de ces dernières aux financements internationaux leur permettra de résister à cet environnement. La

situation est comparable en Russie. La décélération de la croissance ainsi que les sanctions internationales – plus de la moitié des actifs des banques russes sont touchés par celles-ci – constituent deux motifs de préoccupation. Néanmoins, le système bancaire local dispose de suffisamment de liquidités, d'après S&P, pour faire face à ses échéances de remboursement vis-à-vis des créanciers étrangers jusqu'à fin 2015.